

Engagement des jeunes contre la stigmatisation de l'avortement

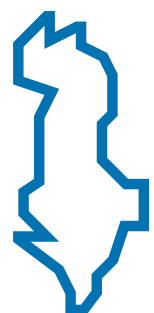
En 2019, il a été demandé à des jeunes des associations membres de l'IPPF d'élaborer des propositions de projets visant à lutter contre la stigmatisation liée à l'avortement au sein de leurs communautés. Les cinq projets retenus en Albanie, en Colombie, en Espagne, au Nigeria et en Tanzanie ont reçu une petite subvention. Tous ont en commun un esprit de créativité et d'ingéniosité, ainsi qu'une volonté de bousculer les mythes et de nouer des liens au sein des communautés. Le présent document offre une vue d'ensemble des missions accomplies par les jeunes, des méthodes de travail adoptées et des résultats obtenus.

L'IPPF exprime ses remerciements et sa gratitude à la David et Lucile Packard Foundation pour son soutien au financement de ces projets.



Pour découvrir les témoignages et les perspectives des jeunes investis dans ces projets de lutte contre la stigmatisation de l'avortement et de défense des droits reproductifs dans le monde, nous vous invitons à consulter leur blog

JEUNES ACTIVISTES ENGAGÉS CONTRE LA STIGMATISATION DE L'AVORTEMENT



ALBANIE

Albanian Centre for Population and Development (ACPD)

En Albanie, les femmes et les filles ont le droit de recevoir des informations fiables sur l'avortement. Elles doivent bénéficier d'une consultation psycho-sociale avant l'avortement et soumettre une demande orale et écrite. Les jeunes filles de moins de 16 ans ne peuvent avorter sans le consentement préalable d'un·e parent·e ou tuteur·trice. Les membres de ce projet, mené par le Centre albanais pour la population et le développement (ACPD), ont réalisé des formations créatives entre pairs, des émissions de radio et de télévision, des animations auprès du public, ainsi qu'une action de communication sur les médias sociaux, afin de réduire la stigmatisation et la discrimination liées à l'avortement. Ainsi, les jeunes ont pu s'informer sur leur droit d'accès à l'avortement sécurisé et obtenir des repères sur la réglementation encadrant l'interruption de grossesse en Albanie.



Besimir, étudiant en médecine: "Jamais je n'aurais pensé participer à ce genre d'activité. En tant que jeune étudiant, qui plus est en médecine, je croyais que l'avortement n'était qu'une procédure médicale. Grâce à cette formation, je comprends mieux la stigmatisation et la discrimination à l'égard des femmes et des filles, ainsi que leurs répercussions."

Actions menées et résultats obtenus

- Plus de 2 500 jeunes ont été informés et sensibilisés, notamment des jeunes issus du milieu rural et de la communauté rom, ainsi que des étudiants en médecine.
- Quatre jeunes activistes ont relayé des messages positifs sur l'avortement dans le cadre d'une émission de radio nationale suivie par 2 000 auditeurs.
- Davantage de jeunes ont pu accéder aux services relatifs à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR) proposés par l'ACPD. Après avoir été informés du cadre légal de l'avortement, 50 jeunes ont fait une demande de consultation psycho-sociale.
- Grâce aux formations, les jeunes ont acquis de nouvelles connaissances sur les soins et les services disponibles en matière d'avortement. La quasi-totalité a acquis une meilleure compréhension de l'avortement en Albanie, ainsi que des stéréotypes et des risques de stigmatisation liés à l'avortement. Les jeunes ont acquis une meilleure confiance en soi pour relayer ces informations auprès de leurs camarades et leurs pairs.

Diffusion de messages percutants

Lors d'une animation organisée à Tirana, deux récits contradictoires ont été affichés : ils illustraient les dilemmes auxquels sont confrontées les femmes et les jeunes filles pour accéder à l'avortement, en raison de la stigmatisation et de la discrimination à leur égard. Pour tester la réaction des jeunes venant visiter notre stand, nous les avons invités à une lecture de ces récits, puis à une remise en question de la stigmatisation et des stéréotypes associés à l'avortement.



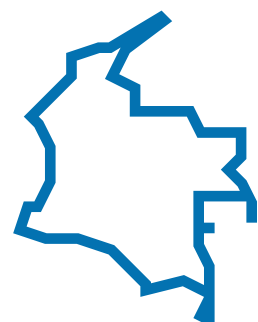
Contact!

acpd.org.al/sq/

[qshpzh](https://www.instagram.com/qshpzh)

JÓVENES VIVE

Veeduría por la Interrupción Voluntaria del Embarazo



COLOMBIA

Asociación Pro-Bienestar de la Familia Colombiana (PROFAMILIA)

En Colombie, l'avortement est autorisé dans certains cas, notamment pour protéger la santé mentale d'une personne. Jóvenes VIVE est un Veeduría Juvenil, un organe de surveillance des jeunes citoyens, chargé de mener des actions de plaidoyer auprès des prestataires de santé, dans le but de protéger le droit des jeunes à accéder aux services d'avortement. De nombreux groupes œuvrent pour garantir l'accès à ces services ; les organes de surveillance citoyens sont un moyen d'obliger les institutions à rendre des comptes à ce sujet. La mission de Jóvenes VIVE est de contribuer à lever les obstacles entravant l'accès à la prestation de services SDR sur le plan local.



"Jóvenes VIVE est devenu un groupe dont les membres sont bien plus que des collègues activistes. C'est un groupe d'amis, une famille qui fait preuve d'empathie, et qui veut se battre et changer le monde." Mariana, participante du groupe

Actions menées

- Animation d'ateliers et de formations portant sur une approche de l'avortement et de la SDR fondée sur les droits, ouverts aux nouveaux participants et aux membres de la communauté (cliniques, universités, etc.).
- Interventions auprès des prestataires de santé locaux grâce à un protocole d'action visant les institutions du système de santé (lettres, demandes et pétitions). Jóvenes VIVE étant un organe de surveillance, les institutions ont l'obligation de répondre aux revendications et problématiques qui leur sont adressées par celui-ci.
- Les activités de communication sur les médias sociaux ont permis de relayer des informations fiables sur l'avortement. Des séances d'orientation et d'accompagnement ont également eu lieu sur Whatsapp et via des lignes d'assistance téléphonique.
- Des actions conjointes (débats au sein des communautés ou activités à certaines dates importantes) ont été menées avec d'autres groupes pro-choix.

Résultats obtenus

- Une belle réussite a été la reconnaissance du groupe, notamment par les personnes enceintes, qui considèrent ce groupe comme un réseau de soutien grâce auquel elles peuvent accéder aux services d'avortement et signaler les difficultés rencontrées. La réputation de la communauté grandit, ce qui lui ouvre les portes de nouvelles collaborations avec d'autres organisations de la société civile.
- Sur les médias sociaux, les gens ont demandé des conseils sur les droits sexuels et reproductifs, et les acteurs politiques locaux ont souligné le potentiel de cette initiative pour améliorer la participation des jeunes. Le groupe a été mentionné 305 fois sur Twitter, a enregistré plus de 6 000 vues sur son profil, et compte près de 400 abonnés sur Instagram. La plupart des commentaires proviennent de personnes âgées de 18 à 24 ans, dont 75 % de femmes.

Réappropriation du message pro-vie

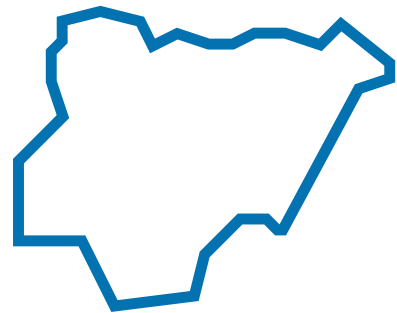
Le nom du groupe est un jeu de mots : VIVE (Veeduría para la Interrupción Voluntaria del Embarazo – Organe de surveillance de l'interruption volontaire de grossesse) signifie en espagnol « vivre », une façon de se réapproprier la formule pro-vie. VIVE fait référence à la défense du droit à la vie, à la santé, à la dignité et au respect des femmes et des personnes de genre non conforme enceintes.

Contact!



jovenesVIVE1

L'AVORTEMENT, PARLONS-EN



NIGERIA

Fédération de la planification familiale du Nigeria (PPFN)

Au Nigeria, la législation en matière d'avortement est particulièrement restrictive et toute personne pratiquant l'avortement est passible d'une peine d'emprisonnement de 14 ans. L'avortement n'est toléré qu'en cas de danger pour la vie de la mère. Selon les estimations du Guttmacher Institute, 456 000 avortements non médicalisés sont pratiqués chaque année au Nigeria. En outre, les avortements non médicalisés seraient responsables de 40 % des décès maternels. Le projet Let's Talk About Abortion (L'avortement, parlons-en) visait à remettre en question les mythes et la stigmatisation entourant l'avortement, et à sensibiliser les jeunes aux risques liés à l'avortement non médicalisé. Il s'est déroulé dans le cadre d'événements pilotés par les jeunes, comprenant des interventions dans les universités, des émissions de radio, la mobilisation du public et des actions de communication sur les médias sociaux.



Actions menées

- Animation d'une émission de radio interactive ayant permis de sensibiliser plus de 350 000 auditeurs aux mythes et aux idées fausses sur l'avortement.
- Organisation d'une marche sur le campus de l'université d'Abuja pour sensibiliser les gens aux droits des jeunes femmes à l'avortement sécurisé, favoriser les échanges avec le public et combattre la stigmatisation liée à l'avortement.
- Organisation par les jeunes d'un symposium d'étudiants en médecine pour sensibiliser ces derniers aux mythes et aux idées fausses sur l'avortement, aux pratiques sexuelles sûres, à l'accès aux services d'avortement, ainsi qu'aux répercussions de la législation restrictive en vigueur dans le pays.
- Création d'une pièce de théâtre par le Youth Action Movement (YAM) pour sensibiliser le public aux raisons poussant les jeunes à recourir à l'avortement non médicalisé.

Résultats obtenus

- D'après les résultats des enquêtes et questionnaires, une prise de conscience s'est opérée quant à la stigmatisation liée à l'avortement et ses conséquences, au sein du grand public, mais également parmi les agents de santé et les travailleurs communautaires.
- Tout au long du projet, les mythes et la stigmatisation liés à l'avortement ont été remis en question, en particulier pendant l'émission de radio. Sur les 15 appels téléphoniques d'auditeurs, la majorité portait sur les mythes et les idées fausses sur l'avortement.
- Parmi les étudiants en médecine ayant pris part au symposium, 23 % ont acquis une meilleure compréhension de la stigmatisation et des mythes entourant l'avortement.

Organisation d'une marche pacifique

Des étudiants, des organisateurs de mouvements de jeunes, ainsi que des membres de syndicats étudiants ont participé à une marche pacifique organisée sur le campus de l'université. Plus de 1 000 jeunes ont reçu des informations sur l'accès légal à l'avortement sécurisé, ainsi que sur les modalités d'accès aux consultations psycho-sociales et aux soins de suivi.

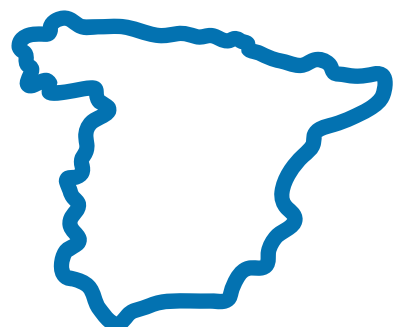
Contact!

ppfn.org

PPFNigeria

ABONNEZ-VOUS AUX DROITS SEXUELS

Mettez un like pour pouvoir décider



ESPAGNE

Federación de Planificación Familiar Española (FPFE)

En Espagne, l'avortement a été légalisé après des revendications en 2010, mais depuis 2015 (lorsque le gouvernement a tenté de restreindre l'accès à l'avortement), une autorisation parentale est nécessaire si la jeune fille est âgée de moins de 18 ans. Une mésinformation importante persiste encore aujourd'hui sur la question de l'avortement. Dale Like a Poder decidir est un projet de sensibilisation dans le cadre duquel de jeunes youtubers réalisent des vidéos d'information sur l'avortement afin de combattre les mythes et la stigmatisation. Deux jeunes youtubers ont été engagés pour relayer le message du groupe relatif aux droits sexuels et reproductifs : par les jeunes, pour les jeunes.



Hágase
tu voluntad

Actions menées

- Formation des deux youtubers gagnants du concours sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, le genre, les médias et le montage vidéo.
- Création d'une chaîne YouTube et mise en ligne de sept vidéos offrant des informations de qualité sur la sexualité et l'avortement (d'autres vidéos sont prévues!).
- Séances de formation à l'intention des jeunes professionnels des médias et des médias pour la jeunesse.
- Élaboration d'un guide de communication sur l'avortement à l'intention des activistes, adapté au contexte espagnol et testé par de jeunes professionnels des médias.

Résultats obtenus

- Élargissement du public atteint par FPFE grâce à la création d'une chaîne YouTube gérée par les jeunes, avec son propre style de communication. Au moment de l'écriture de ce rapport, les vidéos ont été vues 1 500 fois et sont régulièrement utilisées comme support pédagogique par d'autres organisations.
- FPFE a pu revoir son propre message sur l'avortement, afin de rendre celui-ci plus percutant dans ses communications internes et publiques.
- Un processus d'apprentissage mutuel a été instauré entre FPFE et les jeunes investis dans le projet, ce qui a permis de rendre les messages plus évocateurs et d'améliorer la portée et l'efficacité des interventions de FPFE menées par les jeunes.
- Ce projet a contribué à resserrer les liens entre FPFE et les professionnels des médias. L'organisation a fait part de ses recommandations en matière de communication bienveillante sur l'avortement, et son profil d'expert sur les questions liées à l'avortement s'en est trouvé renforcé.

Devenir des influenceurs des droits sexuels

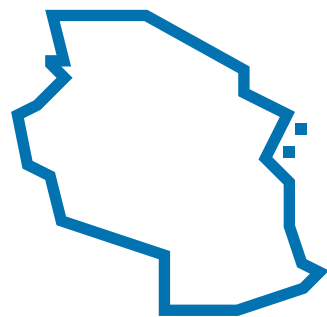
Ce projet a constitué un nouveau défi passionnant pour tous les participants. Les youtubers ont pu réfléchir à la stigmatisation liée à l'avortement, discuter des différentes solutions en matière de santé reproductive, et examiner les conditions d'accès aux informations et à l'éducation à la sexualité (un véritable parcours du combattant en Espagne). Ils ont ainsi pu contribuer, dans un format créatif et facilement accessible, à la promotion du droit à l'avortement et devenir eux-mêmes des influenceurs en matière de SDR!

Contact!

 fpfe.org  [fpfeong](https://twitter.com/fpfeong)

 [FedePlanificacionFamiliar](https://www.facebook.com/FedePlanificacionFamiliar)

LUTTER CONTRE LA STIGMATISATION DE L'AVORTEMENT ET AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SERVICES



TANZANIA

Chama cha Uzazi na Malezi Bora (UMATI)

En Tanzanie, la législation et les politiques publiques en matière d'avortement sont ambiguës et difficiles à interpréter. Selon les estimations, les avortements non médicalisés sont responsables de 25 % des décès maternels et constituent donc l'un des premiers facteurs de mortalité maternelle. Les gens pensent que l'avortement est autorisé uniquement lorsque la vie de la mère est en danger, et la crainte des poursuites judiciaires incite souvent les femmes à recourir à l'avortement non médicalisé. Dans cinq universités du district de Temeke, des étudiants ont participé à des séances d'éducation et de renforcement des capacités visant à promouvoir l'accès aux soins complets après l'avortement et combattre la stigmatisation de l'avortement.



Actions menées

- Formation de dix jeunes ambassadeurs à la lutte contre la stigmatisation de l'avortement, à la détection des obstacles entravant l'accès aux soins complets en matière d'avortement, ainsi qu'aux solutions pour remédier aux difficultés rencontrées par les jeunes.
- Mobilisation des prestataires de santé et des autorités locales en vue de favoriser la prestation de services adaptés aux jeunes, et lutte contre la discrimination à l'égard des jeunes relative à la santé sexuelle, la grossesse, et l'accès à l'avortement.
- Animation, par les jeunes ambassadeurs, de séances de réflexion et d'échange auprès de plus de 2,000 jeunes dans les universités et les clubs périscolaires, afin de bousculer les stéréotypes négatifs et d'informer les participants sur les services d'avortement disponibles.

Résultats obtenus

- Les prestataires de santé, les responsables de l'éducation et les membres de la communauté locale ont noué des relations constructives et bienveillantes avec les jeunes ambassadeurs : ils les ont aidés à trouver le temps et le lieu pour organiser les séances, et à créer un espace d'accueil et d'échange plus ouvert sur l'avortement.
- Les prestataires de santé se sont engagés à fournir des services de soins complets après l'avortement, adaptés aux besoins des jeunes et exempts de stigmatisation. Les prestataires de santé ont reconnu qu'en raison des croyances religieuses ou des stéréotypes, ils avaient au départ une mauvaise opinion des jeunes femmes souhaitant recourir à l'avortement.

Intervention au sein de la communauté

Dans le cadre des groupes périscolaires, les jeunes ambassadeurs ont mis en place des espaces de dialogue sécurisants, au sein desquels les participants peuvent échanger librement sur leurs impressions et leurs expériences en matière d'avortement. Ils ont également présenté des données statistiques et animé des jeux d'éducation pour favoriser l'acquisition de connaissances. Progressivement, grâce à la collaboration engagée avec les responsables communautaires et les agents de santé, le projet a obtenu l'appui de la communauté. Il a permis de faire évoluer les perceptions et de faire reculer la stigmatisation entourant la prestation de soins complets après l'avortement.

Contact!

 umati.or.tz

 [UMATItz](https://twitter.com/UMATItz)

  [umatitanzania](https://www.instagram.com/umatitanzania)